

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 001243/ASMI/MINH DU/2024 DU 31 DEC 2024
POUR LA SÉLECTION DES CONSULTANTS EN VUE DE LA REALISATION DES
ETUDES POUR LA CONSTRUCTION DES CENTRES DE TRANSFERT ET DES
POINTS DE REGROUPEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DANS LA
VILLE DE YAOUNDE AU CAMEROUN.

I. CONTEXTE

Aujourd'hui, les villes camerounaises font face à la problématique de gestion des déchets qui constitue un défi pour l'amélioration du cadre de vie des populations et la sauvegarde du paysage urbain. Car, l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers et assimilés, dont la production est rythmée par l'accroissement de la population et l'urbanisation, sont au cœur de la stratégie urbaine de préservation de l'environnement. Malgré les démarches gouvernementales engagées, la gestion des immondices fait face à des contraintes d'ordre institutionnel, juridique, technique et organisationnel.

Plusieurs constats sur le terrain ont permis de déceler des dommages environnementaux persistants (la multiplication des dépotoirs sauvages bloquant quelquefois les voies de circulation, l'entassement des ordures dans les cours d'eaux, l'obstruction des rigoles et des caniveaux par les déchets déversés par les riverains, la transformation des propriétés privées non occupées en décharges spontanées, etc.) qui contribuent à la détérioration progressive de l'esthétique urbaine.

Pourtant, l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment la cible 6 de l'ODD 11 et les objectifs de modernisation des villes camerounaises définis par la Stratégie Nationale de Développement (SND 30), passe au crible l'atténuation des incidences sanitaire et environnementale liées à la gestion des déchets.

Les données urbaines récentes de la ville de Yaoundé font état de 3 millions d'habitants sur une superficie de 336 km² environ ; avec un tonnage journalier de déchets ménagers et assimilés produits estimé à environ 3000 tonnes. Bien que la collecte desdits déchets soit assurée par deux opérateurs privés (HYSACAM et THYCHLOF), on note néanmoins un taux de couverture de 45%. Ce taux est entre autres limité par l'insuffisance des ressources attribuées à l'activité, l'étalement du tissu urbain et la congestion du trafic qui entravent l'efficacité du ramassage des déchets en réduisant le nombre de rotations journalières qu'un camion peut effectuer entre le point de collecte et la décharge de Nkolfoulou. Cette dernière, située à environ douze kilomètres de la

capitale, sur la route de Soa (Département de la Mefou et Afamba), est entrée en exploitation depuis l'année 1988 et se trouve actuellement en fin de cycle de vie.

Pour améliorer le ramassage et le transport des déchets ménagers et assimilés, la stratégie de gestion des déchets solides de Yaoundé a préconisé la construction des centres de transfert et des points de regroupement modernes. Dans la perspective de mettre en œuvre ces orientations stratégiques, le Gouvernement Camerounais à travers du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain a mis en place un programme de construction des infrastructures de gestion des déchets dont la phase pilote est circonscrite à Yaoundé.

Pour le démarrage de ce programme dans le cadre du BIP/MINHDU Exercice 2025, la priorité sera accordée à la construction des centres de transfert et des points de regroupement modernes.

II. OBJET DE L'AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt National Ouvert a pour objet la sélection des consultants en vue de la réalisation des études pour la construction des centres de transfert et des points de regroupement modernes de déchets ménagers et assimilés dans la ville de Yaoundé.

III. CRITERE DE SELECTION

- Les Consultants intéressés devront être des Bureaux d'Études Techniques (BET) dont les compétences diversifiées s'étendent sur les champs relevés supra. Elles devront fournir les informations indiquant qu'elles sont qualifiées pour effectuer lesdites prestations (références concernant les travaux similaires, expériences dans les conditions similaires, qualifications du personnel d'encadrement, les montants et pays des prestations réalisées, premières et dernières pages des contrats, Attestation de bonne fin, Procès-verbaux de recette technique des différentes missions ou attestation de mainlevée de la caution de bonne fin délivrée par le maître d'ouvrage, etc.) ;
- Justifier des capacités techniques compatibles avec les prestations à exécuter ;
- Disposer du matériel et du personnel nécessaire ou s'engager à en recruter pour les prestations à exécuter ;
- Présenter un dossier technique conforme aux prescriptions du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt ;

IV. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats à cet Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt National devront fournir les pièces ci-après, réunies en un seul volume.

IV.1. Dossier Administratif

Le « Volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes selon les cas, datées d'au plus trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- Une lettre de motivation dûment signée du candidat ;
- Une attestation de conformité fiscale en cours de validité ;
- L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du candidat ;
- L'original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

NB : Il est précisé que la non régularisation d'une pièce administrative 48 après le dépôt des offres entraînera l'élimination du candidat.

IV.2. Dossier Technique

IV.2.1 Les références des consultants

- Les Consultants ou BET devront produire les références réalisées dans les domaines des études relatives à l'aménagement urbain et la protection environnementale (construction des infrastructures d'assainissement, dimensionnement des unités de valorisation et de traitement des déchets, réalisation des études d'impact environnemental et social) ou tous autres travaux similaires ;
- Les Consultants ou BET devront avoir au moins deux (02) expériences spécifiques dans les études et ou contrôles des projets de construction des centres de transfert, des points de regroupement ou de centre de traitement et de valorisation des déchets.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence devra être justifiée par la copie de l'extrait du contrat comportant la première et la dernière page. Ces documents devront être clairs et lisibles pour faire ressortir : le nom du Maître d'Ouvrage, le lieu d'exécution et le montant du projet.

IV.2.2 La liste du personnel

Les Consultants ou BET devront joindre à leurs offres la liste et le curriculum vitae du personnel qu'ils affecteront à la mission.

IV.2.2.1 La liste des experts clé

Le personnel clé devra être constitué des Experts ci-après :

- **Un Ingénieur Chef de Mission :** Il doit avoir une formation minimale d'Ingénieur Génie Civil, Rural, Urbanisme ou Environnement (Bac +5) justifiant d'une expérience d'au moins dix (10) ans dans les études d'assainissement, de gestion

des déchets ou d'aménagement urbain. Une participation au moins à trois (03) études en tant que chef de mission est requise.

- **Un Expert Environnementaliste ou socio-Environnementaliste:** Il doit avoir une formation d'Environnementaliste (BAC+5) et Spécialiste en analyse environnementale de projets, des risques environnementaux, Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) et justifier d'une expérience minimale de Cinq (05) ans dans les études d'assainissement, maîtrise de l'énergie (bio-énergie) et plan climat, contrôle de la pollution de l'air, réalisation du screening environnemental et social, impacts et audits environnementaux ou études d'aménagement urbain. De plus, il devra avoir participé à au moins trois (03) études en tant qu'Expert Environnementaliste. Une bonne maîtrise des procédures de médiation sociale des projets (libération des emprises, sensibilisation des riverains, gestion des conflits et des plaintes, sécurité des biens et des personnes, etc...) serait un atout.
- **Un Expert en gestion des déchets :** Il doit justifier d'une formation en Eau-Déchets-Assainissement, Rudologie, Génie de l'environnement, Management Environnemental (BAC+5) ou autre qualification jugée équivalente. De plus, avoir une expérience minimale de trois (03) études en tant que rudologue (expert de la gestion des déchets) et cinq (05) ans d'expérience dans les études d'assainissement, impacts et audits environnementaux, plans de gestion des déchets ou d'aménagement urbain.
- **Un Ingénieur de Génie Civil :** Il doit avoir une formation de Génie Civil (BAC+5) avec une expérience minimale de trois (03) ans en termes de participation aux études en tant qu'Ingénieur de Génie Civil et justifier d'une expérience de cinq (05) ans dans les études d'assainissement, calcul de structures ou d'aménagement urbain.

IV.2.2.2. La liste du personnel d'appui

Le personnel d'appui devra être constitué des Experts ci-après :

- **Un Expert Géotechnicien :** Diplômé en Géotechnique (BAC+5) ayant participé à au moins trois (03) études en tant qu'Expert Géotechnicien et justifier d'une expérience de Cinq (05) ans dans les études géotechnique, d'assainissement, de réalisation des ouvrages d'art ou d'aménagement urbain.
- **Un Urbaniste ou Gestionnaire urbain :** Il doit avoir une formation en Ingénierie Urbaine ou Master en Gestion Urbaine (BAC+5), justifié d'une expérience de cinq (05) ans minimum dans les études d'assainissement ou d'aménagement urbain et ayant participé à au moins deux (02) études en tant que gestionnaire Urbain.

- **Un Géomètre-Topographe** : Formation de Topographe (BAC+3), justifiant d'une expérience minimale de cinq (05) ans en tant que géomètre-topographe et ayant participé à au moins deux (02) études topographiques en milieu urbain.
- **Un Socio-économiste** : Formation d'Économiste (BAC+4) justifiant d'une d'expérience Cinq (05) ans dans les études socio-économiques et ayant participé au moins à trois (03) études en tant que Socio-économiste.
- **Un géomaticien ou un cartographe** : Formation en géomatique, SIG, cartographie (BAC+5) justifiant d'au moins cinq (05) ans d'expérience dans l'élaboration des cartographies des projets et ayant participé au moins à trois (03) études dans le domaine.

Le consultant ou BET se dotera du personnel d'appui nécessaire à l'exécution de la mission. Il fournira la liste du personnel d'encadrement, accompagnée des pièces suivantes pour chaque expert datant d'au plus trois (3) mois :

- CV daté et signé par le concerné ;
- L'attestation de disponibilité ;
- Copie certifié conforme du diplôme.

IV.2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Les consultants ou BET devront justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession nécessaires à la réalisation des études. A cet effet, ils produiront une liste de matériels ci-après :

1. **Moyens logistiques** (véhicule, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures).
2. **Moyens techniques et matériels** avec justification de la propriété : La liste du matériel informatique et bureautique (ordinateur, imprimante, scanner, photocopieuses, logiciel, table traçante etc.) en possession par le Consultant ou BET.
3. **Matériel topographique et géotechnique**, propre au candidat et susceptible d'être utilisé au cours du projet (fournir les factures des fournisseurs et tout autre document attestant la propriété de ce matériel).

N.B : la localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

IV.2.4 Une attestation de capacité financière

Cette attestation devra être délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances selon les conditions de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et précisant que le consultant ou BET peut pré financer les prestations à hauteur de **15 millions de FCFA**.

IV.2.5 Une autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée par les Consultant ou BET, permettra au Maître d'Ouvrage de procéder aux vérifications nécessaires pour s'assurer de la véracité des informations données et des documents produits.

V. CRITERES D'EVALUATION DU DOSSIER TECHNIQUE

➤ Critères éliminatoires :

- Dossier non conforme aux prescriptions du présent ASMI ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Dossier administrative non complet 48 après le dépôt des offres ;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- Avoir plus de deux contrats en cours d'exécution au MINH DU
- Présence du diplôme d'un fonctionnaire non mis à disposition par son administration d'origine ;
- Absence d'une référence en études de valorisation et traitement des déchets ou d'impact environnemental d'un montant au moins de TTC FCFA 30 000 000 au cours des cinq (05) dernières années.

➤ Critères essentiels d'évaluation :

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- | | |
|--------------|-------------|
| • Personnel | : 40 points |
| • Références | : 40 points |
| • Matériel | : 20 points |

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à quatre-vingt (80) points sur cent (100) seront retenus.

VI. DEPOT DES DOSSIERS

Les Dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies **accompagnés des copies scannées sur deux clés USB** marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise à l'Immeuble Ministériel N °1 (Face Poste centrale, porte 09T02), au plus tard le 17 JAN 2025 à 14 heures avec la mention :

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N° 1112/ASMI/MINH DU/2025 DU 24 DEC 2024

**POUR LA SÉLECTION DES CONSULTANTS EN VUE DE LA RÉALISATION DES
ÉTUDES POUR LA CONSTRUCTION DES CENTRES DE TRANSFERT ET DES POINTS**

DE REGROUPEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DANS LA VILLE DE YAOUNDE AU CAMEROUN.

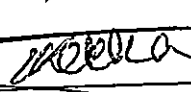
VII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

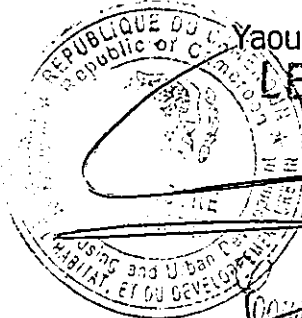
Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à la **Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain**, sise au 9^è étage-porte 02 de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste centrale), ou à la **Direction des Opérations Urbaines**, sise au 7^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste centrale), Tél : 222 219 919.

VIII. PUBLICATION DES RESULTATS

Un communiqué signé du Maître d'Ouvrage tiendra lieu de publication du résultat de la pré-qualification.

Les BET retenus à l'issue du présent ASMI seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offres National Restreint la maîtrise d'œuvre des travaux de de construction des drains de Maroua (phase2), conformément à l'article 76 (8) du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics au Cameroun.

Yaoundé, le 24 DEC 2024
LE MINISTRE

Mme née Keitcha Célestine



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTÈRE DE L'HABITAT
ET DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

MINISTRY OF HOUSING
AND URBAN DEVELOPMENT

NOTICE OF SOLICITATION FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
N°0012413/ASMI/MINH DU/2025 OF 24 DEC 2024
FOR THE SELECTION OF CONSULTANTS WITH A VIEW TO CARRYING OUT
STUDIES FOR THE CONSTRUCTION OF TRANSFER CENTERS AND GROUPING
POINTS FOR HOUSEHOLD AND SIMILAR WASTE IN THE CITY OF YAOUNDE IN
CAMEROON.

I. CONTEXT

Today, Cameroonian cities are facing the problem of waste management which constitutes a challenge for improving the living environment of populations and safeguarding the urban landscape. Because the removal and treatment of household and similar waste, the production of which is punctuated by population growth and urbanization, are at the heart of the urban strategy for environmental preservation. Despite the government initiatives undertaken, waste management faces institutional, legal, technical and organizational constraints.

Several observations in the field have made it possible to detect persistent environmental damage (the multiplication of illegal dumpsites sometimes blocking traffic routes, the piling up of garbage in waterways, the obstruction of channels and gutters by dumped waste by local residents, the transformation of unoccupied private properties into spontaneous landfills, etc.) which contribute to the progressive deterioration of urban aesthetics.

However, the achievement of the Sustainable Development Goals (SDGs), in particular target 6 of SDG 11 and the modernization objectives of Cameroonian cities defined by the National Development Strategy (SND 30), scrutinizes the mitigation of health and environmental impacts linked to waste management.

Recent urban data for the city of Yaoundé shows 3 million inhabitants over an area of approximately 336 km²; with a daily tonnage of household and similar waste produced estimated at around 3,000 tonnes. Although the collection of said waste is ensured by two private operators (HYSACAM and THYCHLOF), we nevertheless note a coverage rate of 45%. This rate is limited, among other things, by the insufficient resources allocated to the activity, the sprawl of the urban fabric and traffic congestion which hamper the efficiency of waste collection by reducing the number of daily rotations that a truck can carry out between the collection point and the Nkolfoulou landfill. The latter, located approximately twelve kilometers from the capital, on the road to Soa (Department of Mefou and Afamba), has been in operation since 1988 and is currently at the end of its life cycle.

To improve the collection and transport of household and similar waste, Yaoundé's solid waste management strategy recommended the construction of transfer centers and modern collection points. With a view to implementing these strategic orientations, the Cameroonian Government through the Ministry of Housing and Urban Development has set up a program for the construction of waste management infrastructure, the pilot phase of which is limited to Yaoundé.

For the start of this program within the framework of BIP/MINH DU Fiscal Year 2025, priority will be given to the construction of transfer centers and modern assembly points.

II. PURPOSE OF THE NOTICE OF SOLICITATION FOR EXPRESSIONS OF INTEREST

The purpose of this Notice of Request for Expression of Open National Interest is to select consultants with a view to carrying out studies for the construction of transfer centers and modern collection points for household and similar waste in the city of Yaoundé.

III. SELECTION CRITERIA

- Interested Consultants must be Technical Design Offices (BET) whose diversified skills extend to the fields noted above. They must provide information indicating that they are qualified to carry out said services (references concerning similar work, experience in similar conditions, qualifications of management personnel, the amounts and countries of the services carried out, first and last pages of contracts, Certificate of good separation, technical acceptance reports for the various missions or certificate of release of the completion bond issued by the project owner, etc.);
- Justify technical capabilities compatible with the services to be performed;
- Have the necessary equipment and personnel or commit to recruiting them for the services to be performed;
- Present a technical file complying with the requirements of this Request for Expression of Interest;

IV. APPLICATION FILE

Candidates for this Notice of Request for Expression of National Interest must provide the following documents, collected in a single volume.

IV.1. Administrative File

"Volume 1" will include the following administrative documents (originals or certified copies depending on the case, dated at most three (03) months and valid for the current financial year):

- A duly signed cover letter from the candidate;

- A valid tax compliance certificate;
- The original of the certificate of non-bankruptcy issued by the competent authority of the candidate's domicile;
- The original of the certificate of non-exclusion from Public Procurement issued by the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP);

NB: It is specified that the failure to regularize an administrative document 48 after the submission of offers will result in the elimination of the candidate.

IV.2. Technical File

IV.2.1 Consultant references

- Consultants or BETs must produce the references carried out in the areas of studies relating to urban development and environmental protection (construction of sanitation infrastructures, sizing of waste recovery and treatment units, carrying out impact studies environmental and social) or any other similar work;
- Consultants or BETs must have at least two (02) specific experiences in construction projects for transfer centers, regrouping points or waste treatment and recovery centers.

To be taken into account in the evaluation, each reference must be justified by a copy of the extract from the contract including the first and last pages. These documents must be clear and legible to highlight: the name of the Project Owner, the location of execution and the amount of the project.

IV.2.2 The staff list

Consultants or BETs must attach to their offers the list and curriculum vitae of the personnel they will assign to the mission.

IV.2.2.1 The list of key experts

The key personnel must consist of the following Experts:

- **A Head of Mission Engineer:** He must have minimum training as a Civil, Rural, Urban Planning or Environmental Engineer (Bac +5) with at least ten (10) years of experience in sanitation studies, waste management or urban planning. Participation in at least three (03) studies as head of mission is required.
- **An Environmentalist or socio-Environmentalist Expert:** He must have training as an Environmentalist (BAC+5) and Specialist in environmental analysis of projects, environmental risks, Environmental and Social Impact Studies (ESIA) and have experience minimum of Five (05) years in sanitation studies, energy management (bio-energy) and climate plan, air pollution control, carrying out environmental and social screening, impacts and environmental audits or urban planning studies. In addition, he must have participated in at least three (03)

studies as an Environmental Expert. A good mastery of social mediation procedures for projects (liberation of rights-of-way, awareness of local residents, management of conflicts and complaints, security of property and people, etc.) would be an asset.

- **An Expert in waste management:** He must have training in Water-Waste-Sanitation, Rudology, Environmental Engineering, Environmental Management (BAC+5) or other qualification deemed equivalent. In addition, have a minimum experience of three (03) studies as a rudologist (waste management expert) and five (05) years of experience in sanitation studies, environmental impacts and audits, waste management plans. waste or urban development.
- **A Civil Engineer:** He must have training in Civil Engineering (BAC+5) with a minimum experience of three (03) years in terms of participation in studies as a Civil Engineer and provide proof of experience of five (05) years in sanitation studies, structural calculation or urban development.

IV.2.2.2. The list of support staff

The support staff must consist of the following Experts:

- **A Geotechnical Expert:** Graduate in Geotechnics (BAC+5) having participated in at least three (03) studies as a Geotechnical Expert and have five (05) years of experience in geotechnical studies, sanitation, the creation of works of art or urban development.

- **An Urban Planner or Urban Manager:** He must have training in Urban Engineering or Master in Urban Management (BAC+5), with at least five (05) years of experience in sanitation or urban development studies and having participated in at least two (02) studies as an Urban Manager.

- **A Surveyor-Topographer:** Topographer training (BAC+3), with a minimum experience of five (05) years as a surveyor-topographer and having participated in at least two (02) topographical studies in an urban environment.

- **A socio-economist:** Economist training (BAC+4) with five (05) years of experience in socio-economic studies and having participated in at least three (03) studies as a socio-economist.

- **A geomatician or cartographer:** Training in geomatics, GIS, cartography (BAC+5) with at least five (05) years of experience in developing project maps and having participated in at least three (03) studies in the field.

The consultant or BET will provide itself with the support staff necessary for the execution of the mission. He will provide the list of management personnel, accompanied by the following documents for each expert dating back no more than three (3) months:

- CV dated and signed by the person concerned;
- The certificate of availability;
- Certified copy of the diploma.

IV.2.3 Logistical, technical and material resources

The consultants or BET must prove ownership of the logistical, technical and material means in their possession necessary for carrying out the studies. For this purpose, they will produce a list of materials below:

- 1. Logistical means** (vehicle, means of communication, etc.) with proof of ownership (certified photocopies of registration documents or invoices).
- 2. Technical and material resources** with proof of ownership: The list of computer and office equipment (computer, printer, scanner, photocopiers, software, plotter table, etc.) in possession of the Consultant or BET.
- 3. Topographical and geotechnical equipment**, specific to the candidate and likely to be used during the project (provide invoices from suppliers and any other document attesting to ownership of this equipment).

N.B: the location of said equipment must be specified, it being understood that checks may be carried out by the Project Owner if necessary.

IV.2.4 A certificate of financial capacity

This certificate must be issued by a bank approved by the Ministry of Finance under the conditions of the Central African Banking Commission (COBAC) and specifying that the consultant or BET can pre-finance the services up to **15 million FCFA**.

IV.2.5 Authorization to verify declarations

This authorization, duly signed by the Consultant or BET, will allow the Project Owner to carry out the necessary checks to ensure the veracity of the information given and the documents produced.

V. EVALUATION CRITERIA OF THE TECHNICAL FILE

➤ Elimination criteria:

- File does not comply with the requirements of this ASMI;
- False declaration or falsified document;
- Administrative file not complete 48 after submission of offers;
- Technical score less than 80 points out of 100;
- Have more than two contracts currently being executed at MINH DU - Presence of a civil servant's diploma not made available by his or her original administration;

- Absence of a reference in waste recovery and treatment studies or environmental impact of an amount of at least FCFA 30,000,000 including tax over the last five (05) years.

➤ **Essential evaluation criteria:**

The evaluation of the quality of technical offers will be made on 100 points based on the criteria below:

- **Staff: 40 points**
- **References: 40 points**
- **Material: 20 points**

Only candidates who, at the end of the evaluation, have achieved a technical score of at least seventy (70) points out of one hundred (100) will be selected.

VI. SUBMITTING FILES

The Application Files, written in French or English, must be submitted in three (03) copies including one (01) original and two (02) copies **accompanied by scanned copies on two USB keys** marked as such, in a closed and sealed envelope. at the **Directorate of General Affairs, Procurement Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located at Ministerial Building No. 1 (Facing Central Post Office, door 09T02), no later than 17 JAN 2025 at 2 p.m.** with the mention:

NOTICE OF SOLICITATION FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
No. 0012413/ASMI/MINHDU/2025 OF 21 DEC 2024
FOR THE SELECTION OF CONSULTANTS WITH A VIEW TO CARRYING OUT
STUDIES FOR THE CONSTRUCTION OF TRANSFER CENTERS AND GROUPING
POINTS FOR HOUSEHOLD AND SIMILAR WASTE IN THE CITY OF YAOUNDE IN
CAMEROON.

VII. ADDITIONAL INFORMATION

For any further information, contact the **Directorate of General Affairs, Procurement Service of the Ministry of Housing and Urban Development, located on the 9th floor - door 02 of the Ministerial Building No. 1 (Facing Central Post Office), or at the Urban Operations Department, located on the 7th floor of Ministerial Building No. 1 (Facing Central Post Office), Tel: 222 219,919.**

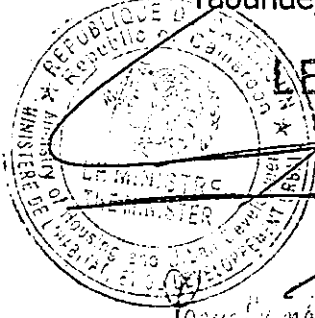
VIII. PUBLICATION OF RESULTS

A press release signed by the Project Owner will serve as publication of the result of the pre-qualification.

The BETs selected at the end of this ASMI will be consulted within the framework of the Restricted National Call for Tenders for the project management of the construction works of the Maroua drains (phase 2), in accordance with article 76 (8) of Decree No. 2018/366 of June 20, 2018 on the Public Procurement Code in Cameroon.

Yaounde, 24 DEC 2024

LE MINISTRE



[Signature]

Georges nku Ketcha Celestine